

TRADUCTION

AUTORITE FLAMANDE

[C – 2024/003512]

29 MARS 2024. — Arrêté du Gouvernement flamand portant approbation de la modification des statuts de l'agence autonomisée externe L'Agence Flandre accessible**Fondement juridique**

Le présent arrêté est fondé sur :

- le décret du 28 mars 2014 autorisant la création de l'agence autonomisée externe de droit privé « Toegankelijk Vlaanderen » (La Flandre accessible) sous forme d'une fondation privée, article 3, § 1^{er}, alinéa 3.

Formalité

La formalité suivante a été remplie :

- L'Inspection des Finances a rendu un avis le 26 janvier 2024.

Motivation

Le présent arrêté est fondé sur les motifs suivants :

- Conformément au nouveau Code des sociétés et des associations, les statuts actuels de la fondation privée l'Agence La Flandre accessible sont remplacés par de nouveaux statuts. Les statuts de l'Agence La Flandre accessible sont ainsi mis en concordance, en termes de contenu et de terminologie, avec les dispositions du nouveau Code des sociétés et des associations.

- D'autres modifications sont également apportées afin de mettre les statuts en concordance avec le Code flamand des Finances publiques du 29 mars 2019.

- Conformément à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 3, du décret du 28 mars 2014 autorisant la création de l'agence autonomisée externe de droit privé « Toegankelijk Vlaanderen » (La Flandre accessible) sous forme d'une fondation privée, les statuts de l'Agence La Flandre accessible et toute modification de ceux-ci doivent être soumis à l'approbation du Gouvernement flamand et communiqués au Parlement flamand.

Initiateur

Le présent arrêté est proposé par la ministre flamande de l'Administration intérieure, de la Gouvernance publique, de l'Insertion civique et de l'Égalité des Chances.

Après délibération,

LE GOUVERNEMENT FLAMAND ARRÊTE :

Article 1^{er}. La modification des statuts de l'Agence La Flandre accessible, telle qu'adoptée par l'organe d'administration de l'Agence La Flandre accessible le 18 mars 2024, est approuvée.

Art. 2. Le ministre flamand qui a l'Égalité des chances, l'Intégration et l'Insertion civique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} avril 2024.

Bruxelles, le 29 mars 2024.

Le ministre-président du Gouvernement flamand,

J. JAMBON

La ministre flamande de l'Administration intérieure, de la Gouvernance publique,
de l'Insertion civique et de l'Égalité des Chances,

G. RUTTEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP**MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

[C – 2024/003180]

21 MARS 2024. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française exécutant l'accord de coopération du 7 juillet 2023 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la généralisation de l'éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 7 septembre 2023 portant assentiment à l'accord de coopération du 7 juillet 2023 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la généralisation de l'éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle adopté le 7 septembre 2023 ;

Vu l'accord de coopération du 7 juillet 2023 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la généralisation de l'éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 23 novembre 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 décembre 2023 ;

Vu la demande d'avis au Conseil d'Etat dans un délai de trente jours, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 26 février 2024 au rôle de la section de législation du Conseil d'Etat sous le numéro 75.710/2 ;

Vu la décision de la section de législation du 26 février 2024 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Égalité des Chances ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Définition

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° accord de coopération : accord de coopération du 7 juillet 2023 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la généralisation de l'éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle ;

2° comité d'attribution : le comité d'attribution au sens des articles 21 et 22 de l'accord de coopération

3° secrétariat : Direction de l'Égalité des chances du Ministère de la Communauté française prévu par l'article 22 de l'accord de coopération ;

4° comité d'accompagnement : le comité d'accompagnement au sens de l'article 33 de l'accord de coopération.

CHAPITRE 2. — Procédure de labélisation

Art. 2. § 1^{er}. Les opérateurs répondant aux conditions prévues à l'article 9, § 1^{er}, à l'article 16 §§ 1 et 2, et à l'article 17 de l'accord de coopération peuvent déposer leur candidature de labellisation, de renouvellement de label et de reconnaissance et renouvellement de reconnaissance, en tant qu'opérateur ou organisme de formation pour le 15 mars de chaque année au plus tard, sur base du formulaire d'introduction de demande mis à disposition du secrétariat.

§ 2. Le comité d'attribution remet un avis motivé pour le 15 avril de chaque année aux Ministres ayant la compétence de l'Enseignement obligatoire, l'Égalité des Chances, la Jeunesse, l'Aide à la Jeunesse, l'Enfance, la Santé et les Droits des Femmes.

Cet avis se base à minima sur les critères suivants :

1° correspondance des activités aux thématiques et contenus des activités EVRAS tels que précisés aux articles 4 et 5 de l'accord de coopération ;

2° formation des personnels de l'organisme demandeur en charge des animations en EVRAS.

§ 3. Le Ministre en charge de l'Égalité des Chances inscrit à l'ordre du jour du Gouvernement de la Communauté française les demandes de labellisation, de renouvellement de label, de reconnaissance et de renouvellement de reconnaissance en tant qu'opérateur ou organisme de formation. Le Gouvernement de la communauté française notifie sa décision dans les 30 jours calendrier à compter de la réception de l'avis motivé du comité d'attribution.

§ 4. La décision du gouvernement de la Communauté française relative à la labellisation, au renouvellement de labellisation, à la reconnaissance et au renouvellement de la reconnaissance en tant qu'opérateur ou organisme de formation est transmise au secrétariat.

§ 5. Le secrétariat notifie la décision du Gouvernement aux opérateurs et organisme de formation et au comité d'accompagnement dans les 15 jours calendrier à dater de la décision du Gouvernement de la Communauté française.

Art. 3. § 1^{er}. En exécution de l'article 13 et de l'article 19 de l'accord de coopération, le secrétariat assure la réception et l'instruction des demandes d'analyses, faites par les Gouvernements parties à l'accord auprès du comité d'attribution, ou à l'initiative de celui-ci, du respect des conditions et critères fixés par l'accord de coopération et de la conformité des activités proposées par l'opérateur aux thématiques et contenus EVRAS, tels que définis par l'accord de coopération.

Le suivi de la procédure se fait conformément aux articles 13, § 1^{er}, et 19, § 1^{er}, de l'accord de coopération.

§ 2. Le Ministre en charge de l'Égalité des Chances inscrit à l'ordre du jour du Gouvernement de la Communauté française pour décision du maintien ou du retrait du label EVRAS ou de la reconnaissance en tant qu'organisme de formation.

CHAPITRE 3. — Procédure de plainte

Art. 4. En exécution de l'article 21, alinéa 2, de l'accord de coopération, le secrétariat assure la réception des plaintes concernant les activités EVRAS dispensées par les opérateurs visés aux articles 9 à 17 de l'accord de coopération.

Le secrétariat transmet les plaintes concernant les opérateurs visés à l'article 9, § 2 de l'accord de coopération aux autorités de tutelles compétentes qui en assureront le traitement.

L'instruction des plaintes concernant les opérateurs ou organisme de formation, prévu à l'article 9, § 1^{er}, à l'article 16, §§ 1 et 2, et à l'article 17 de l'accord de coopération, est assurée par le Comité d'attribution.

Toute plainte fait l'objet d'un accusé de réception envoyé dans les dix jours ouvrables.

Le comité d'attribution analyse si les conditions et critères prévu à l'article 2, § 2, alinéa 2, du présent arrêté, sont rencontrés.

Le comité d'attribution remet un avis motivé aux Ministres de la Communauté française en charge de l'Égalité des chances, de la Jeunesse, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enseignement obligatoire, de l'Enfance, la Santé et des Droits des femmes.

Dans les trente jours calendrier de la notification de cet avis, le Gouvernement de la Communauté française décide du maintien ou du retrait du label EVRAS.

En cas de retrait, le Secrétariat notifie la décision du Gouvernement de la Communauté française à l'opérateur et au comité d'accompagnement, par envoi recommandé dans un délai de quinze jours calendrier à dater de la décision.

Art. 5. Le secrétariat publie la liste, mise à jour dès que nécessaire, des opérateurs labellisés sur le site internet prévu à cet effet.

CHAPITRE 4. — Disposition transitoires

Art. 6. Par dérogation à l'article 2, les opérateurs peuvent déposer leur candidature de labellisation, de renouvellement de label et de reconnaissance et renouvellement de reconnaissance, en tant qu'opérateur ou organisme de formation pour le 15 mai de l'année 2024 au plus tard.

Le comité d'attribution remet un avis motivé pour le 15 juin de l'année 2024 aux Ministres ayant la compétence de l'Enseignement obligatoire, l'Égalité des Chances, la Jeunesse, l'Aide à la Jeunesse, l'Enfance, la Santé et les Droits des Femmes.

CHAPITRE 5. — *Dispositions finales*

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} avril 2024.

Art. 8. Le Ministre qui a l'égalité des chances dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 21 mars 2024.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales,
des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,
P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique,
de l'Égalité des Chances et de la Tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2024/003180]

21 MAART 2024. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot uitvoering van het samenwerkingsakkoord van 7 juli 2023 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de veralgemening van de relationele, affectieve en seksuele opvoeding

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 7 september 2023 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 7 juli 2023 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de veralgemening van de relationele, affectieve en seksuele opvoedin, aangenomen op 7 september 2023 ;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 7 juli 2023 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de veralgemening van de relationele, affectieve en seksuele opvoeding;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 23 november 2023;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 14 december 2023;

Gelet op de aanvraag om advies van de Raad van State binnen een termijn van 30 dagen, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Overwegende dat de aanvraag om advies op 26 februari 2024 ingeschreven werd in de rol van de afdeling wetgeving van de Raad van State onder het nummer 75.710/2;

Gelet op de beslissing van de afdeling wetgeving van 26 februari 2024 om geen advies te geven binnen de gevraagde termijn, met toepassing van artikel 84, § 5, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van voor Gelijke Kansen;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Definities*

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° samenwerkingsakkoord : samenwerkingsakkoord van 7 juli 2023 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de veralgemening van de relationele, affectieve en seksuele opvoeding;

2° toekenningscomité : het toekenningscomité in de zin van de artikelen 21 en 22 van het samenwerkingsakkoord

3° secretariaat : Directie van Gelijke kansen van het Ministerie van de Franse Gemeenschap bedoeld in artikel 22 van het samenwerkingsakkoord ;

4° begeleidingscomité: het begeleidingscomité in de zin van artikel 33 van het samenwerkingsakkoord.

HOOFDSTUK 2. — *Labellingprocedure*

Art. 2. § 1. Operatoren die voldoen aan de voorwaarden bedoeld in artikel 9, § 1, in artikel 16, §§ 1 en 2, en artikel 17 van het samenwerkingsakkoord, kunnen hun kandidatuur voor labelling, hernieuwing van labelling en erkenning en hernieuwing van erkenning, als operator of opleidingsinstelling jaarlijks uiterlijk op 15 maart indienen op basis van het door het secretariaat ter beschikking gestelde aanvraagformulier.

§ 2. Het toekenningscomité brengt elk jaar vóór 15 april een met redenen omkleed advies uit bij de ministers die bevoegd zijn voor Leerplichtonderwijs, Gelijke Kansen, Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd, Kind, Gezondheid en Vrouwenrechten.

Dit advies baseert zich ten minste op de volgende criteria :

1° overeenstemming van de activiteiten met de thema's en inhoud van de EVRAS-activiteiten, zoals bepaald in de artikelen 4 en 5 van het samenwerkingsakkoord ;

2° opleiding van het personeel van de vragende instelling die belast is met EVRAS-activiteiten.

§ 3. De Minister van Gelijke Kansen plaatst op de agenda van de Regering van de Franse Gemeenschap de aanvragen voor labelling, hernieuwing van labelling, erkenning en hernieuwing van erkenning als operator of opleidingsinstelling. De Regering van de Franse Gemeenschap deelt haar beslissing mee binnen de 30 kalenderdagen na ontvangst van het met redenen omkleed advies van het toekenningscomité.

§ 4. De beslissing van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de labelling, de hernieuwing van de labelling, de erkenning en de hernieuwing van de erkenning als operator of opleidingsinstelling wordt aan het secretariaat bezorgd.

§ 5. Het secretariaat brengt de beslissing van de Regering binnen de 15 kalenderdagen na de datum van de beslissing van de Regering van de Franse Gemeenschap ter kennis van de operatoren en opleidingsinstelling en van het begeleidingscomité.

Art. 3. § 1. Ter uitvoering van artikel 13 en van artikel 19 van het samenwerkingsakkoord is het secretariaat verantwoordelijk voor het ontvangen en onderzoeken van aanvragen om analyses, die gedaan worden door de regeringen die partij zijn bij het samenwerkingsakkoord bij het toekenningscomité of op initiatief van het comité, van de naleving van de voorwaarden en criteria die in het samenwerkingsakkoord zijn vastgelegd en van de conformiteit van de door de operator voorgestelde activiteiten met de thema's en inhoud van EVRAS, zoals bepaald in het samenwerkingsakkoord.

De procedure wordt gecontroleerd overeenkomstig artikel 13, § 1 en artikel 19, § 1, van het samenwerkingsakkoord.

§ 2. De Minister belast met Gelijke Kansen plaatst op de agenda van de Regering van de Franse Gemeenschap een beslissing om het EVRAS-label of de erkenning als opleidingsinstelling te behouden of in te trekken.

HOOFDSTUK 3. — *Klachtenprocedure*

Art. 4. Ter uitvoering van artikel 21, tweede lid, van het samenwerkingsakkoord ontvangt het secretariaat klachten over EVRAS-activiteiten verleend door de operatoren bedoeld in de artikelen 9 tot en met 17 van het samenwerkingsakkoord.

Het secretariaat bezorgt de klachten betreffende de operatoren bedoeld in artikel 9, § 2 van het samenwerkingsakkoord aan de bevoegde toezichthoudende overheden, die ze behandelen.

Klachten over operatoren of opleidingsinstellingen, zoals bepaald in artikel 9, § 1, in artikel 16, §§ 1 en 2, en in artikel 17 van het samenwerkingsakkoord, worden onderzocht door het toekenningscomité.

Voor elke klacht geldt een ontvangstbevestiging die binnen tien werkdagen wordt verzonden.

Het toekenningscomité analyseert of aan de voorwaarden en criteria van artikel 2, § 2, tweede lid van dit besluit is voldaan.

Het toekenningscomité bezorgt een met redenen omkleed advies aan de ministers van de Franse Gemeenschap die verantwoordelijk zijn voor Gelijke Kansen, Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd, Leerplichtonderwijs, Kind, Gezondheid en Vrouwenrechten.

Binnen dertig kalenderdagen na kennisgeving van dit advies beslist de Regering van de Franse Gemeenschap of ze het EVRAS-label behoudt of intrekt.

In geval van intrekking brengt het Secretariaat de operator en het begeleidingscomité per aangetekend schrijven op de hoogte van de beslissing van de Regering van de Franse Gemeenschap binnen vijftien kalenderdagen na de datum van de beslissing.

Art. 5. Het secretariaat publiceert de lijst, die indien nodig wordt bijgewerkt, van gelabelde operatoren op de website die daartoe voorzien is.

HOOFDSTUK 4. — *Overgangsbepalingen*

Art. 6. In afwijking van artikel 2 kunnen de operatoren hun kandidatuur voor labelling, hernieuwing van labelling en erkenning en hernieuwing van erkenning als operator of opleidingsinstelling uiterlijk op 15 mei 2024 indienen.

Het toekenningscomité dient uiterlijk op 15 juni 2024 een met redenen omkleed advies in bij de ministers die verantwoordelijk zijn voor Leerplichtonderwijs, Gelijke Kansen, Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd, Kind, Gezondheid en Vrouwenrechten.

HOOFDSTUK 5. — *Slotbepalingen*

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op 1 april 2024.

Art. 8. De Minister van Gelijke kansen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 21 maart 2024.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en Onderwijs voor sociale promotie,
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken,
Gelijke kansen en het toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN